

# ARTICLES

# MAI 2010

## SOCIETE

### **Terra Nova : "Il faut aligner la fiscalité des retraités sur celle des actifs"**

LE MONDE | 08.05.10 |

Olivier Ferrand préside la fondation Terra Nova, le think tank proche du Parti socialiste, qui s'apprête à publier un rapport sur les retraites. Entre autres propositions, il en fait une qui peut être jugée iconoclaste : faire payer les retraités actuels. Olivier Ferrand s'en explique dans un entretien au *Monde*, dans lequel il défend également l'allongement, de 2020 à 2050, de la durée de cotisation. S'il reconnaît la nécessité de la rigueur, il critique les mesures annoncées par François Fillon.

#### **Terra Nova propose de mettre les retraités à contribution. C'est une provocation ?**

**Olivier Ferrand** : Non, c'est un souci d'équité intergénérationnelle. En matière de réforme des retraites, rien n'est dit sur le niveau de pension, le niveau de vie que l'on veut assurer aux retraités. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pères fondateurs de la Sécurité sociale voulaient sortir les retraités de la pauvreté. Aujourd'hui, implicitement, on veut garantir la parité de niveau de vie entre retraités et actifs. C'est une bonne chose, explicitons donc cet objectif. A partir de là, on peut en déduire les paramètres sur lesquels on peut jouer pour équilibrer le système.

A long terme, on le sait, les retraites vont baisser. Mais à court terme, nous sommes dans une situation historique particulière, bien repérée par le Conseil d'orientation des retraites (COR) : le niveau de vie des retraités d'aujourd'hui est supérieur à celui des actifs. Si la pension moyenne est inférieure de 9 % au salaire moyen, la retraite moyenne d'un homme est supérieure au salaire moyen d'un homme : 1 617 euros contre 1 613 euros. C'est une première.

Quand on passe au niveau de vie, l'écart se creuse puisque les retraités n'ont plus d'enfants à charge, disposent de revenus patrimoniaux deux fois supérieurs et sont propriétaires à 75 % de leur logement (contre 56 % des actifs). Le niveau de vie de l'ensemble des retraités représente 106 % de celui des actifs. Et 140 % de celui des actifs de moins de 55 ans.

#### **Mais il y a des retraités pauvres.**

Bien sûr. Mais ils sont moins nombreux que les actifs pauvres (450 000 contre 1,2 million) et la collectivité les traite mieux : 708 euros pour le minimum vieillesse, 460 euros pour le RSA, soit 50 % de mieux. Quel que soit le niveau de l'échelle sociale, les retraités sont dans une situation meilleure que les actifs.

#### **Quelles conséquences en tirez-vous ?**

Les retraités d'aujourd'hui doivent être mis à contribution à un niveau raisonnable. Nous proposons simplement d'aligner leur fiscalité sur celle des actifs. Les retraités bénéficient d'une CSG de 6,6 %, voire de 3,8 %, contre 7,5 % pour les actifs. Ils continuent d'avoir un abattement fiscal de 10 % pour frais professionnels, des majorations de retraite et toute une série d'avantages annexes.

Cette fiscalité dérogatoire n'est plus justifiée puisque les retraités sont aussi riches, voire plus, que les actifs. Elle représente un montant annuel de 10 milliards d'euros. Nous proposons aussi d'instituer une CRDS retraite provisoire, avec un point de plus sur dix ans, pour contribuer à apurer nos 85 milliards de dette sociale.

### **Faut-il aussi des mesures d'âge ?**

A court terme, non. Le COR nous l'a dit. Nous devons trouver immédiatement 30 milliards. Il n'y a que deux voies : des financements supplémentaires ou le relèvement de l'âge légal de la retraite.

Nous privilégions la première solution. La seconde, qui semble avoir les faveurs du gouvernement, est inéquitable car elle revient à demander aux classes populaires, celles qui ont les carrières les plus longues, d'assurer le bouclage financier du système.

### **Mais à long terme ?**

A long terme, la question des 60 ans ne se posera plus. 93 % de la génération de 1970 n'est pas concerné par l'âge légal. Le vrai sujet est sur la durée de cotisation.

Nous avons la chance de vivre beaucoup plus longtemps. Nous ne pouvons pas continuer à recycler intégralement en retraite notre espérance de vie. Notre temps de vie en retraite est déjà le plus haut de l'OCDE. On ne peut pas pressurer à ce point les actifs. Il faudra, de 2020 à 2050, allonger la durée de cotisation.

### **Y a-t-il d'autres améliorations à apporter ?**

Notre système a trois handicaps : il est illisible, inégalitaire et standardisé. Les Suédois, à partir de l'âge de 28 ans, savent à quoi s'en tenir sur le niveau de leurs futures pensions. Pourquoi pas nous ? Les inégalités sont légion. Je n'en rappellerai qu'une : il y a sept ans de différentiel d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres. Il faudrait rendre le système plus redistributif, et prendre un peu aux pensions les plus élevées pour redonner aux petites retraites. Par exemple, faire en sorte qu'une carrière au smic aboutisse à une pension au smic.

Enfin, la diversité des demandes sociales (partir plus tôt, plus tard, cotiser davantage...) plaide pour une retraite individualisée à la carte.

### **Le PS joue-t-il une partie de sa crédibilité sur les retraites ? Lionel Jospin n'a-t-il pas souffert en 2002 de n'avoir pas traité la question ?**

Mais il a créé le Fonds de réserve des retraites ! Si celui-ci avait été abondé au rythme prévu, il aurait couvert en 2020 à peu près 15 % du besoin de financement du système. La gauche est audible et écoutée. On va mesurer dans les mois qui viennent, et pas seulement sur les retraites, si elle est prête à gouverner.

### **Quelles sont, selon vous, les principales fragilités françaises ?**

La France, comme l'Europe, est en crise depuis trente ans. Notre pays - et cela renvoie au problème des retraites - engloutit ses ressources dans le présent. Il a renoncé à investir dans son avenir. La montée en puissance des contraintes de finances publiques depuis 1974 a progressivement asphyxié les investissements publics.

La croissance a longtemps été une croissance d'imitation et de rattrapage. Nous nous heurtons aujourd'hui à une frontière. Pour la repousser, le pays a besoin d'une politique de l'offre fondée sur une stratégie d'investissement économique, social et écologique. Il manque un à deux

points de PIB, soit une trentaine de milliards, d'investissements publics par an pour financer l'avenir. Un grand emprunt par an !

### **A-t-on les moyens de le faire ?**

Il nous faut, sous peine de syndrome grec, réduire de 70 milliards notre déficit structurel et trouver, pour investir, des marges à hauteur de 30 milliards. C'est donc 100 milliards par an qu'il faut redéployer, une véritable révolution budgétaire.

### **Ce qu'a annoncé le gouvernement y contribue-t-il ?**

Non. Le gel nominal des dépenses annoncé par François Fillon, c'est trois milliards par an de gain. C'est comme avec la RGPP : on fait des économies à la marge, souvent de manière aveugle, sur la gestion administrative des politiques publiques. Mais il va falloir désormais s'attaquer aux politiques elles-mêmes. On ne peut plus continuer à les empiler.

### **Y a-t-il une façon de gauche de conduire la rigueur ?**

Il faut assumer deux choix difficiles. Le premier, c'est redéployer progressivement vers les emplois de demain une trentaine de milliards par an de baisses de charges sur les bas salaires. Le second consiste à s'attaquer aux quelque 400 milliards de dépenses sociales. Il faut le faire en mettant en cause les prestations les plus élevées accordées aux plus aisés. C'est d'autant plus légitime que les inégalités augmentent et que l'on n'a cessé de réduire la redistributivité du système fiscal.

Il faut aussi regarder les recettes. Remettre la fiscalité à son niveau de 2002 permettrait de dégager 30 milliards par an, dont 20 ont été redistribués aux 5 % les plus aisés. La gauche a raison de mettre la réforme fiscale au coeur de son projet.

### **Est-elle consciente des contraintes qui seront les siennes, si elle revient au pouvoir ?**

J'en suis sûr. La gauche a d'ailleurs toujours été bonne gestionnaire des finances publiques. C'est dans son ADN.

Propos recueillis par Claire Guélaud et Philippe Le Cœur

---

## **INVENTION**

### **Un appareil qui retranscrit du texte en braille consacré au Concours Lépine**

LEMONDE.FR avec AFP | 09.05.10 |

Le Top-braille, un appareil de poche permettant la lecture instantanée en braille ou en vocal de n'importe quel texte imprimé, a remporté à l'unanimité le Concours Lépine 2010. A partir de tout document écrit, un livre, une revue ou une notice de médicaments, le boîtier à lecture optique retranscrit un texte en braille pour les aveugles et mal voyants, grâce à des picots qui surgissent au fur et à mesure de la lecture. Il est également doté d'une fonction audio pour transformer le texte en son.

L'innovation de Raoul Parienti a été choisie à l'unanimité par les 47 membres du jury. M. Parienti, ancien professeur de mathématiques et ingénieur de formation, s'est dit *"ravi et même émerveillé par la prestigieuse récompense"*. *"Nous allons pouvoir dire aux aveugles et mal voyants qu'ils ont un produit qui peut leur simplifier la vie"*, a déclaré le lauréat qui espère voir le prix de vente (1680 euros) de son invention baisser considérablement pour le rendre accessible au plus grand nombre. *"Nous n'avons vendu que 150 appareils [via sa société Vision SAS], c'est très peu au regard des 100 000 mal voyants et aux 250 000 très mal voyants en France"*, a-t-il encore souligné.

M. Parienti, qui enseigne actuellement l'art de l'innovation et de la créativité à l'université de Nice Sophia-Antipolis, a estimé que ce concours allait permettre de communiquer plus largement sur son innovation. *"Je pensais à cet appareil depuis de nombreuses années parce que ma soeur malvoyante n'avait cessé de demander l'utilité d'apprendre le braille alors que très peu de documents sont écrits en braille"*, avait-il confié, peu avant la remise des prix. Ce sont dix années de recherche et développement et 1,5 million d'euros qui ont été investis dans ce projet, a-t-il encore expliqué. *"Je suis l'inventeur, le créateur, j'ai dirigé les développements mais c'est le travail de toute une équipe — une dizaine de personnes — qui a permis cette réussite technique"*, a-t-il ajouté.

L'appareil lit actuellement des textes en sept langues : français, anglais, espagnol, italien, allemand, portugais et néerlandais, car le premier donateur est hollandais. Mais son concepteur aimerait bien le décliner dans toutes les langues, pourquoi pas en hiéroglyphes ou en chinois.

*"C'est un problème de budget et de temps : on estime à 300 000 euros le développement pour l'arabe par exemple. Nous attendons des investisseurs ou des sponsors pour le développer"*, dit-il.

Le concours Lépine est une nouvelle consécration pour Raoul Parienti, consacré comme meilleur inventeur européen l'an dernier. En 2007, il avait été élu ingénieur de l'année sous l'égide du président de la République. Le deuxième prix a été attribué à Joseph-Antoine Paoli, inventeur de l'hydro-force dans le domaine de la réduction de la consommation d'énergie. Cet appareil, placé sur une conduite d'eau, adapte, selon les besoins, le débit et la pression. Plus de 500 inventions ont été présentées lors de cette 109<sup>e</sup> édition du célèbre concours qui a vu naître le stylo à bille, le fer à repasser à vapeur, le four électrique ou encore le coeur artificiel.

---

## INTERNET ET POLITIQUE

### **Internet : un enjeu de politique internationale, par Bernard Kouchner**

LEMONDE.FR | 10.05.10 | 10h04 • Mis à jour le 10.05.10 | 10h05

En 2015, trois milliards et demi de personnes - soit la moitié de l'humanité - auront accès à Internet. Jamais la liberté de communication et d'expression aura connu une telle révolution. Mais quel usage sera-t-il fait de ce nouveau media ? Quelles nouvelles dérives, quels nouveaux barrages seront mis en place par les ennemis d'Internet ?

Les technologies modernes apportent le meilleur et le pire. Les sites et blogs extrémistes, racistes, diffamatoires diffusent en temps réel des opinions détestables. Ils font d'Internet un outil de guerre et de haine. Des sites sont attaqués, des internautes recrutés sur les forums pour des projets destructeurs. Des mouvements violents s'introduisent dans les réseaux sociaux à des fins de propagande et de désinformation.

Il est bien difficile pour les démocraties de les contrôler. Je ne partage pas la croyance naïve selon laquelle, par nature, une nouvelle technologie, aussi performante, aussi puissante soit-elle, fera partout nécessairement progresser la liberté.

Mais tout de même, ces dérives constituent l'exception. Internet, c'est surtout l'outil le plus formidable de mise à bas des murs et des frontières qui enferment. Pour les peuples opprimés, privés du droit de s'exprimer et de décider de leur avenir, Internet apparaît comme un atout inespéré. Une information notée ou filmée sur un téléphone peut être diffusée dans l'espace virtuel planétaire en quelques minutes. Il est de plus en plus difficile de cacher une manifestation publique, un acte de répression, une atteinte aux droits de l'homme.

Dans des pays autoritaires et répressifs, le téléphone portable et Internet font naître une opinion publique et une société civile. Ils donnent aussi aux citoyens un instrument d'expression essentiel, en dépit de tous les contrôles.

Cependant, la tentation répressive est toujours là. Le nombre de pays qui pratiquent la censure sur Internet, qui surveillent et punissent les internautes pour délits d'opinion, progresse à un rythme inquiétant. Internet peut se retourner contre le citoyen, devenir une source de renseignement redoutable pour traquer en amont l'opposant potentiel. D'ores et déjà, certains régimes se dotent de technologies de surveillance de plus en plus sophistiquées.

Si tous ceux qui sont attachés aux droits de l'homme et à la démocratie refusent de transiger avec leurs principes et défendent un espace Internet qui garantit la liberté d'expression, cette répression sera rendue plus difficile. Je ne parle pas d'une liberté absolue ouverte à toutes les dérives, dont personne ne fait la promotion, mais de la vraie liberté, celle qui est fondée sur le principe du respect de la dignité de la personne et de ses droits.

Depuis quelques années, des institutions multilatérales comme le Conseil de l'Europe, des organisations non gouvernementales comme Reporters sans frontières et des milliers d'individus, à travers le monde, s'impliquent fortement sur ces enjeux. Preuve s'il en faut que la question n'oppose pas l'Occident au reste du monde, pas moins de 180 Etats réunis dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information ont reconnu la pleine applicabilité à Internet de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier de l'article 19 qui établit la liberté d'expression et d'opinion. Cependant, une cinquantaine d'Etats ne respecte pas ses engagements.

A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, j'ai réuni cette semaine des journalistes, des responsables d'ONG, des intellectuels, des entrepreneurs et des experts. Cet échange a conforté ma conviction que les pistes sur lesquelles nous souhaitons nous engager sont les bonnes. Je pense à la création d'un instrument qui permettrait, à un niveau international, de suivre les engagements pris par les Etats et de les interpeller quand ils manquent à leur parole. Je pense à l'aide aux cyberdissidents, qui doivent bénéficier du même soutien que les autres victimes de répression politique, et à la nécessité de leur manifester publiquement notre solidarité en étroite concertation avec les ONG qui développent des actions en ce sens. Je crois aussi qu'il faut réfléchir à l'opportunité d'adopter un code de bonne conduite pour l'exportation de technologies destinées à censurer et traquer les internautes.

Ces pistes comme d'autres - par exemple, la protection des données personnelles sur Internet, le droit à l'oubli numérique pour tous promu par ma collègue Nathalie Kosciusko-Morizet - doivent être poursuivies dans un cadre associant administrations, sociétés civiles et experts internationaux.

Un autre projet me tient à cœur. Il sera long et difficile à mettre en œuvre, mais il est essentiel : donner une traduction juridique à l'universalité d'Internet, lui conférer un statut qui le rapproche d'un espace international, afin qu'il soit plus difficile pour les Etats répressifs d'utiliser l'argument de la souveraineté contre les libertés fondamentales.

L'enjeu est capital. Je crois qu'une bataille d'idées est engagée entre, d'un côté, les tenants d'un Internet universel, ouvert, fondé sur la liberté d'expression et d'association, sur la tolérance et le respect de la vie privée et, de l'autre, ceux qui voudraient transformer Internet en une multiplicité d'espaces fermés et verrouillés au service d'un régime, d'une propagande et de tous les fanatismes.

La liberté d'expression est "*la base de toutes les autres libertés*". Sans elle, il n'est point de "*nation libre*", disait Voltaire. Cet esprit des Lumières, qui est universel, doit souffler sur les nouveaux médias. La défense des libertés fondamentales et des droits de l'homme doit devenir la priorité de la gouvernance d'Internet. Elle est l'affaire de tous.

*Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.*

---

## TECHNOLOGIE

Récit

### Le téléphone qui en savait trop

LE MONDE | 10.05.10 | 16h54 • Mountain View (Californie) Envoyé spécial

Jusqu'à présent, la géo-localisation de votre mobile a servi à savoir où vous êtes. Bientôt, elle servira aussi à savoir qui vous êtes. Une équipe de spécialistes d'intelligence artificielle dirigée par le professeur Tony Jebara, de l'université Columbia de New York, a mis au point un système permettant de profiler un possesseur de téléphone portable sans rien lui demander, en se basant exclusivement sur ses déplacements quotidiens. Après une période d'observation continue des mouvements d'un téléphone, le moteur d'intelligence artificielle saura si son propriétaire est un homme ou une femme, jeune ou âgé, riche ou pauvre, dépensier ou avare, diplômé ou non, nomade ou sédentaire, employé stable ou précaire...

Pour monétiser cette invention, une partie de l'équipe a créé une start-up baptisée Sense Networks, qui compte aujourd'hui une quinzaine d'employés, répartis entre New York et la Californie. Installé dans son petit bureau de Mountain View, près du campus de Google, le directeur technique de Sense Networks, Anand Venkatamaran, explique qu'il a d'abord fallu créer un système de collecte de données de mobilité des téléphones portables dans une zone donnée : *"Nous avons réussi à créer une plate-forme "agnostique", c'est-à-dire capable de digérer n'importe quel type d'informations. On peut bien sûr pister les téléphones grâce aux relais télécoms, mais ce n'est pas toujours assez précis. On peut aussi repérer les smartphones quand ils passent à portée des réseaux Wi-Fi dont on connaît l'emplacement grâce des bases de données spécialisées. Enfin, avec les nouveaux smartphones, tout est à la fois facile et précis, puisqu'ils sont équipés d'une puce GPS qui diffuse leurs coordonnées de longitude et de latitude vers toute une gamme d'applications."*

Deuxième étape : le moteur d'intelligence artificielle va analyser ces flux de données anonymisées, en déduire un ensemble de caractéristiques individuelles, et les segmenter selon les catégories prédéfinies telles que l'âge, le sexe, le revenu ou le niveau d'études : *"La force de notre système, affirme M. Venkatamaran, est qu'il n'est absolument pas intuitif. Nos algorithmes ne reposent sur aucun présupposé humain, ils sont vierges de toute règle préconçue du genre "si ce téléphone est souvent dans un salon de beauté, il appartient probablement à une femme". Ces critères de bon sens sont en réalité naïfs et incertains."* A terme, le système sera aussi capable d'améliorer automatiquement ses propres performances.

Pour commencer, les ingénieurs de Sense Networks fournissent à leur machine des données de mobilité de personnes dont ils connaissent déjà les caractéristiques, et laissent le moteur d'intelligence artificielle établir des modèles de déplacements par catégories.

Ensuite, quand on lui fournit des données appartenant à des personnes dont on ne sait rien, la machine effectue ses propres déductions statistiques, sans intervention humaine : *"Par exemple, notre système calcule l'âge d'un possesseur de mobile en se basant sur sa vitesse moyenne de déplacement. Les jeunes bougent vite, souvent et de façon imprévisible. Les plus âgés se déplacent de façon plus lente et plus régulière. Aucun ingénieur n'y avait pensé."*

Selon M. Venkataraman, le système sera même capable de fournir des pourcentages statistiques sur les habitudes alimentaires de ses cibles, ou encore de déterminer si un consommateur aura tendance à rester fidèle à ses marques préférées, ou si au contraire il sera capable d'en changer sur un coup de tête

Les premiers clients de Sense Networks seront sans doute les agences de publicité et de marketing et les professionnels du commerce en ligne, qui rêvent depuis toujours de profiler les utilisateurs de portables pour leur envoyer des messages publicitaires personnalisés et des

offres commerciales ultra-ciblées. Sense Networks, qui vient de passer sous le contrôle du fonds de capital-risque californien Intel Capital, démarche activement ce secteur.

Au delà, les usages sont potentiellement infinis. M. Venkatamaran compte sur l'imagination de jeunes développeurs indépendants du monde entier qui pourront créer toutes sortes d'applications inédites, ludiques ou utilitaires, et venir se connecter sur sa plate-forme pour puiser dans ses données. En attendant, la société cherche à se faire connaître du grand public en créant ses propres applications.

La première a été CitySense, à l'usage des fêtards de San Francisco : un plan de la ville indiquant en temps réel les rues et les lieux publics les plus animés, où se concentrent les noctambules circulant en véhicules dotés de GPS et utilisant leurs portables. Elle a aussi expérimenté une application pour les New-Yorkais, CabSense : compte tenu de l'heure et du quartier, elle leur indique le carrefour où ils ont le plus de chance de croiser un taxi en maraude.

M. Venkataraman imagine déjà des services payants : *"Nous pouvons déterminer qu'un possesseur de mobile prend le même train de banlieue tous les jours à la même heure. Nous pourrions lui proposer de regarder sur son smartphone un programme vidéo dont la durée correspond exactement à son temps de trajet."*

Il rêve même de coupler son service avec celui d'un moteur de recherche : *"Quand vous posez une question à Google via votre mobile, celui-ci pourrait la faire transiter par la plate-forme de Sense Networks. Ainsi, nous pourrions faire à Google des recommandations basées sur les informations personnelles que nous possédons sur vous. Le moteur vous renverrait alors des résultats sur mesure, spécialement adaptés à vos goûts ou à votre mode de vie."* M. Venkataraman a trouvé le slogan qui résume sa démarche : *"Plus besoin de faire de recherches, nous avons déjà trouvé ce que vous voulez."*

## Yves Eudes

---

### En France, un système encadré mais permissif

Les services collectant des données personnelles de localisation des téléphones portables à des fins commerciales sont autorisés par la loi française, mais la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) rappelle que certaines conditions doivent être respectées.

Tout d'abord, les particuliers visés doivent être avertis que leurs données seront stockées et exploitées. Ensuite, le système doit comporter un mécanisme permettant à chacun d'exercer son "droit d'opposition", c'est-à-dire de refuser de recevoir un message commercial.

Lorsque les données sont collectées via une application téléchargée sur le mobile, celle-ci doit demander à son possesseur, à chaque mise en route, s'il accepte d'être localisé.

Si les données sont traitées en France et si les messages commerciaux sont diffusés sur le territoire français, les sociétés exploitantes sont, en théorie, tenues de s'enregistrer auprès de la CNIL. Cela dit, lorsqu'il s'agit d'entreprises étrangères (par exemple des petites start-up basées sur un autre continent), la CNIL n'a pas les moyens concrets de les contraindre.

Afin de détecter directement les déplacements des mobiles sans l'aide des opérateurs télécom, diverses entreprises privées (notamment les américains Google et Skyhook) recensent et localisent systématiquement tous les relais de téléphonie GSM et 3G présents sur le territoire français, ainsi que les réseaux Wi-Fi, individuels et collectifs. Elles alimentent ainsi des bases de données perpétuellement mises à jour.

D'autres systèmes repèrent les portables directement via le système de GPS, ou via les signaux Bluetooth, conçus à l'origine pour faire fonctionner les oreillettes sans fil et échanger des photos.

\*\*\*\*\*

## DEVELOPPEMENT DURABLE

### Comment reconnaître le vrai "équitable" du faux

LE MONDE | 10.05.10 | 16h02 •

Raisonné, solidaire, équitable, durable, responsable... Le consommateur qui doit faire ses courses a tout pour s'y perdre entre les différents concepts utilisés par les marques pour promouvoir leurs produits. Au rayon café, faut-il choisir Malongo, *"l'arabica issu de la culture des petits producteurs"*, qui a le label Fairtrade Max Havelaar, ou Nespresso, *"un café de qualité supérieure, durablement"*, qui a la certification Rainforest Alliance ? Au rayon chocolat : Côte d'or ou Ethiquable ? D'ailleurs, l'équitable est-il durable ? Et l'éthique, est-elle écolo ?

Ces questions, le ministère de l'écologie lui-même se les est posées, lorsqu'il a revu le marché de la restauration collective de son restaurant de la Grande Arche, pour y introduire des denrées bio, mais aussi équitables, dans la foulée du Grenelle de l'environnement, en 2008. *"Importer des tomates équitables par avion n'est pas très bon en termes de bilan carbone, a constaté le responsable de la rédaction du marché. Nous avons donc décidé de choisir l'équitable seulement pour les produits qui viennent de loin. Nous l'avons imposé pour les boissons chaudes (café, thé, cacao) ainsi que les chocolats et le sucre qui les accompagnent à la cafétéria"*, indique-t-il.

Une autre difficulté s'est alors présentée : quelle marque et quel label choisir ? Il s'est alors référé à la seule définition officielle française qui existait alors, celle de la loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises. D'ici à quelques mois, ce genre de difficulté devrait disparaître, car une commission nationale du commerce équitable donnera une reconnaissance publique aux labels qui la mériteront. Cette commission, dont la création était prévue depuis 2005, vient d'être installée par Chantal Jouanno et Hervé Novelli, secrétaires d'Etat en charge de l'écologie et de la consommation. Lors de sa première réunion, le 19 mai, elle devrait discuter le contenu du "référentiel de certification" sur le fondement duquel la reconnaissance sera accordée ou pas. Cette dernière ne devrait pas prendre la forme d'un logo, mais d'une communication via l'Institut national de la consommation.

*"La création de la commission va donner une reconnaissance aux vrais labels du commerce équitable, se réjouit, depuis Haïti, où il visite des producteurs, Jean-Pierre Blanc, directeur général des cafés Malongo, appelé à siéger au titre de personnalité qualifiée. Actuellement, n'importe qui peut prétendre faire du commerce équitable"*, déplore-t-il.

Or, *"peu de systèmes de garanties respectent les critères du commerce équitable"*, assure Julie Stoll, coordinatrice de la Plate-Forme pour le commerce équitable, collectif national de concertation et de représentation. *"Les principaux sont ceux des deux organismes internationaux : Flo, qui décerne le label Fairtrade Max Havelaar et labellise plus de 80 % des produits agroalimentaires équitables dans le monde, et World Fair Trade Organization (WFTO), auquel est affiliée, en France, la Fédération Artisans du monde. A noter également l'arrivée d'un nouveau label français Equitable-ESR, délivré par Ecocert"*, indique Julie Stoll.

La notoriété du commerce équitable est forte, mais le panier moyen n'était que de 4,94 euros par habitant en 2009 (contre 0,20 euro en 2001). Les acteurs du commerce équitable espèrent donc que les consommateurs se détourneront des marques labellisées par l'ONG américaine Rainforest Alliance (Nespresso, Lipton, Tetley ou Côte d'or) et par l'organisation néerlandaise UTZ Certified (Douwe Egberts, Senseo, Maison du café). Rainforest Alliance et UTZ Certified ont certes prévu des critères sociaux, *"mais leurs standards ne portent pas les mêmes exigences que ceux du commerce équitable : ils ne prévoient pas de prix minimum garanti"*

*pour les producteurs*", précise Gérald Godreuil, responsable garantie à la Fédération Artisans du monde. Ces organisations n'envisagent d'ailleurs pas de demander leur reconnaissance à la commission.

La marque Alter Eco aimerait que la commission propose des standards *"plus exigeants"* que ceux du label Max Havelaar : *"Nous déplorons qu'il accepte le thé produit par les grandes plantations"*, indique Eric Garnier, en charge de la communication. Soucieuse de concilier équitable, bio et réduction de l'impact environnemental, la marque, qui a les logos "Fairtrade Max Havelaar" et "AB", sur ses tablettes de chocolat, a, en outre, créé une nouvelle garantie, "Objectif zéro carbone", qui permet de certifier que toutes les émissions de carbone sont intégralement compensées par un programme de reforestation en Amazonie péruvienne.

Mais au fait, l'équitable est-il bon ? Il a longtemps eu la réputation du contraire, mais les temps changent : une dégustation à l'aveugle de vingt-quatre chocolats noirs organisée en 2009 par *Que Choisir* a donné la meilleure note au Noir intense force brute d'Alter Eco, en raison de *"sa belle saveur fruitée"*.

---

## Rafaële Rivais

---

### Des principes à réaffirmer

Le "référentiel de certification" que prépare la Commission nationale du commerce équitable devrait préciser les critères fondamentaux du commerce équitable. A commencer par le *"juste prix"* - qui couvre les coûts de production et vise à assurer un salaire décent, c'est-à-dire donnant accès au logement ou à l'éducation - et le *"préfinancement des récoltes"*.

Le référentiel devrait aussi réaffirmer les principes sociaux du commerce équitable comme *"le refus de l'exploitation du travail des enfants"*, la *"non-discrimination"* (par rapport au sexe ou à la religion) ou la *"liberté syndicale"*. Il devrait prôner l'*"utilisation de produits agrochimiques (engrais ou pesticides) qui ne nuisent ni à l'humain ni à l'environnement"*. Il devrait rappeler, enfin, que *"l'utilisation de semences issues du génie génétique et dont l'innocuité pour la biodiversité n'a pas été démontrée, n'est pas autorisée"*. Les produits issus du commerce équitable excluent aujourd'hui les OGM.

---

### Plusieurs termes autour d'une même démarche

**Le commerce équitable.** L'article 60 de la loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises précise que *"le commerce équitable organise des échanges de biens et de services entre des pays développés et des producteurs désavantagés, situés dans des pays en développement"*. Il ajoute que *"ce commerce vise à l'établissement de relations durables ayant pour effet d'assurer le progrès économique et social de ces producteurs"*.

Dans un rapport remis en 2005 au premier ministre Jean-Pierre Raffarin, le député Antoine Herth (UMP, Bas-Rhin), définit quelques notions qui entrent toutes dans une démarche d'achat dit "responsable".

**Le commerce éthique.** Il a pour objectif de favoriser et de développer les bonnes conditions de travail chez les producteurs, dans le respect des normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail. Mais il exclut, à terme, les petits producteurs les plus défavorisés.

**Le commerce solidaire.** Il vise essentiellement un commerce appliqué à l'intérieur d'un même pays. Les achats solidaires désignent généralement les produits fabriqués par des

associations de solidarité (jeunes en réinsertion, personnes à mobilité réduite) ou de protection de l'environnement.

**Le commerce alternatif.** Cette expression est encore utilisée dans le monde associatif des magasins commercialisant exclusivement des produits issus du commerce équitable, complétés par une gamme de produits du terroir local.

---

## TECHNOLOGIE

### Le réseau d'EDF ne cesse de se dégrader

LEMONDE.FR | 11.05.10 | 09h28 •

Alors qu'EDF publie ses résultats pour le premier trimestre, [Le Parisien-Aujourd'hui en France](#) publie, mardi 11 mai, les conclusions d'un rapport (le [rapport d'étape du 5 mars](#) est disponible) qui accuse l'opérateur de laisser son réseau se dégrader. Selon ce document, le réseau d'électricité ne cesse de se détériorer, les zones rurales étant les plus pénalisées.

*"Faute d'investissements suffisants, le réseau de distribution d'EDF est en piteux état. Particulièrement en zone rurale. Pis, son mauvais entretien le rend de plus en plus vulnérable aux aléas climatiques",* affirme *Le Parisien*. Ce constat serait tiré du rapport de deux membres éminents de la Commission de régulation de l'énergie ([CRE](#)) basé sur l'examen des 1,2 million de kilomètres de lignes communales et départementales qui alimentent directement les particuliers et les PME.

Michel Lapeyre et Maurice Méda, qui viennent d'achever leur mandat de six ans dans cette commission, ont mené l'enquête et affirment que la Lozère détient la palme en terme de précarité. *"En 2008, ses habitants ont été privés d'électricité pendant une durée totale de 35 heures et 31 minutes",* affirme le quotidien. Les autres départements ne seraient pas à l'abri non plus. ERDF, la filiale d'EDF chargée de l'exploitation et de l'entretien de l'essentiel du réseau, a largement pâti des choix stratégiques de sa maison mère, qui privilégie les acquisitions à l'étranger. Ses agents gèreraient au jour le jour les interventions d'urgence au lieu d'entretenir les lignes.

Le chiffre d'affaires d'EDF a progressé de 4,3 % à 21,9 milliards d'euros sur les trois premiers mois de l'année. Cette croissance du chiffre d'affaires est essentiellement due aux acquisitions de l'électricien belge SPE et de la moitié des activités nucléaires de l'américain Constellation Energy Group. A périmètre et change constants, l'activité recule de 1,6 %, en raison d'une baisse des prix de l'électricité et du gaz à l'étranger. En France, le chiffre d'affaires progresse au contraire de 1,4 %, la demande ayant été stimulée par un climat rigoureux.

---

## SOCIETE

### Ces apéros géants qui gênent les pouvoirs publics

LEMONDE.FR | 13.05.10 |

Un lieu, une heure et un groupe. Mercredi 12 mai, ils étaient 7 000 à Nantes, 10 000 à Montpellier pour un apéro géant organisé via Facebook. Si ces fêtards utilisent les réseaux sociaux, le phénomène n'est pas nouveau. *"L'apéro géant donne un mot à une pratique qui existe dans toute l'Europe depuis les années 90, considère [Véronique Nahoum-Grappe](#), anthropologue. Occuper l'espace public permet de quitter le monde intransitif de l'écran. Et l'apéro est sujet à un rassemblement fédérateur au-delà des classes d'âge et des classes sociales."*

Cependant, le possible anonymat des organisateurs que rend possible le Web gêne les pouvoirs publics. *"Malheureusement, l'appel à la fête est souvent confondu avec l'appel au "binge drinking", l'alcoolisation*

rapide et massive, déclare Etienne Ataire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie ([MILDT](#)). *Vouloir être dans un mouvement collectif ne suppose pas terminer ivre mort. L'apéro au sens de pique-nique géant est une tradition française que nous ne souhaitons pas empêcher si la manifestation est déclarée en préfecture. Ce qui est interdit, c'est [l'ivresse sur la voie publique](#).* Elle est réprimée par le code de la santé publique.

## "L'ALCOOL, PSYCHOTROPE LICITE"

Et de ce point de vue, les Français n'ont guère besoin de se retrouver sur la Toile pour que les soirées dégénèrent. Chaque année en moyenne, [70 000 procédures](#) d'ivresse publique et manifeste sont engagées dans les rues de France. Ces "apéros géants" ne font que rassembler des groupes, habitués à boire le week-end. Dans son livre *Vertige de l'ivresse*, Véronique Nahoum-Grappe s'interroge sur ce lien entre alcool et fête. *"L'alcool, psychotrope licite des sociétés occidentales, permet de modifier les distances entre soi-même et autrui"*, selon elle. Trois facteurs expliquent ces fêtes en extérieur : le prix des consommations dans les bars, élevé, la loi anti-tabac, *"qui pousse à poursuivre des conversations dehors"*, et les changements de configuration des centres-villes, où *"les quartiers piétons (...) permettent désormais de se rassembler le soir"*.

La MILDT souhaite miser sur la prévention. La [Mairie de Paris](#), elle, a décidé d'utiliser à son tour Internet au profit d'une campagne de prévention sur le thème *"Trop boire, c'est le cauchemar"*. Des vidéos diffusées sur le Web ont été primées la semaine dernière. Etienne Ataire adhère au principe de cette campagne de prévention, mais n'est *"pas sûr que le côté 'hard' et 'gore' des vidéos dissuade les jeunes de boire"*. Finalement, ce soir, davantage que les clips "trash", c'est le mauvais temps qui pourrait modérer les fêtards.

---

## ENVIRONNEMENT

### Des enzymes pour assainir l'eau des stations d'épuration

LE MONDE pour Le Monde.fr |

La moisson est bonne, et même inespérée : depuis le lancement, en février, à San Francisco, du programme Veolia Innovation Accelerator (VIA), le numéro un mondial de l'eau a déjà suscité l'intérêt d'une soixantaine de "start-up", dont une petite moitié d'américaines. Le groupe français, également présent dans les déchets, les transports et l'énergie, ne souhaite ni acheter ni prendre des participations dans ces jeunes pousses mais leur propose de coopérer et tester leurs idées en grandeur réelle, dans des sites pilotes, avant de les exploiter.

*"Nous constatons une véritable effervescence dans les technologies propres pour développer les énergies solaire et éolienne, et dans le domaine de l'eau pour préserver la ressource et améliorer le traitement et le dessalement, en diminuant notamment l'énergie consommée"*, se félicite Philippe Martin, directeur de la recherche et de l'innovation de Veolia, qui mobilise huit cents chercheurs. Selon lui, les "clean tech" ou technologies propres drainent 50 à 55 milliards d'euros de dépenses pour la recherche et le développement, dans le monde.

La coopération avec la société nîmoise de biotechnologie Proteus, spécialiste des [protéines](#) utilisées dans le domaine industriel, illustre bien le projet VIA. *"Le fonctionnement des stations d'épuration est souvent perturbé par la quantité ou la qualité imprévisible des eaux traitées, et les conditions météorologiques, notamment la chaleur. Une bactérie peut, par exemple, proliférer, coloniser les autres et rompre l'équilibre biologique du processus"*, explique Michel Morvan, directeur scientifique de Veolia Environnement. *"Proteus propose d'introduire alors de très petites quantités d'une enzyme qui va rétablir cet équilibre et éviter le déversement de tonnes de chlore"*, complète Jean-Marie Sonet, cofondateur et directeur général de Proteus.

## "PARTENARIAT"

Ce procédé va donc être testé dans quelques-unes des trois mille stations que gère Veolia dans le monde, puis exploité en commun. Veolia bénéficie ainsi de la compétence que Proteus a développé dans d'autres domaines (agrocarburants, santé...), avec d'autres industriels, comme Henkel sur les produits d'entretien. *"Il s'agit d'un partenariat original, Veolia ne propose pas d'entrer au capital de ces start-up, qui conservent leur indépendance, mais leur apporte beaucoup plus, des débouchés commerciaux, notamment"*, souligne

Michel Morvan. L'idée est d'ailleurs venue du biologiste Philippe Kourisly, administrateur de Veolia, qui en préside le comité stratégique.

Autre exemple : la société californienne Nano H<sub>2</sub>O a mis au point une membrane à base de nano-particules qui permet de réduire de 20 à 30 % la consommation d'énergie utilisée dans le processus d'osmose inverse pour dessaler l'eau.

Une technique dont le développement était, jusqu'ici, freiné par ses besoins considérables en énergie. *"Car contrairement à ce que l'on peut imaginer, une eau de mer ne ressemble pas à une autre eau de mer et nous pourrions tester cette membrane dans des conditions très variées"*, détaille Michel Morvan.

*"Nous nous engageons à répondre en quelques semaines à toutes les propositions qui nous seront adressées"*, promet Philippe Martin, pour qui cet appel à coopération est le moyen de dénicher les meilleures technologies et prendre une longueur d'avance sur la concurrence.

Isabelle Rey-Lefebvre

---

## ECONOMIE

### Trichet : "la situation la plus difficile depuis la 2e guerre mondiale"

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 15.05.10 |

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, estime dans un entretien à paraître lundi 17 mai dans l'hebdomadaire *Spiegel* que les marchés se trouvent dans *"la situation la plus difficile depuis la deuxième guerre mondiale, voire depuis la première"*.

*"Nous avons vécu et vivons des temps véritablement dramatiques"*, poursuit-il, estimant qu'en fin de semaine passée, lors de la vague de panique sur les bourses européennes, *"les marchés ne fonctionnaient plus, c'était presque comme au moment de la faillite de Lehmann Brothers en septembre 2008"*.

Dans cette interview, Jean-Claude Trichet laisse entendre que c'est aux gouvernements européens, plus qu'aux marchés monétaires, qu'incombe la responsabilité du recul de l'euro, qui est tombé vendredi à un nouveau plus bas de 18 mois face au billet vert. Il estime que l'euro n'est pas en butte à des attaques spéculatives et considère que l'Europe doit envisager des changements profonds en vue de prévenir et de sanctionner les écarts de conduite des Etats en matière de politique économique. *"Ce n'est pas une question d'attaque contre l'euro. Cela concerne le secteur public et donc la stabilité financière dans la zone euro, explique-t-il. Il est clair que les Européens ont pour principale responsabilité de prendre des mesures appropriées pour contrebalancer les tensions actuelles en Europe."*

Le président de la BCE plaide également pour un contrôle renforcé des budgets nationaux. *"Nous devons faire un bond en avant dans la surveillance mutuelle des politiques européennes en Europe. Nous avons besoin de meilleurs mécanismes pour prévenir et sanctionner les écarts de conduite."* *"Il nous faut une mise en oeuvre efficace du contrôle mutuel, nous avons besoin de sanctions efficaces pour les atteintes au Pacte de stabilité et de croissance. La BCE réclame ici de profonds changements"*, souligne-t-il.

Jeudi, la Commission européenne avait proposé d'examiner en amont les budgets nationaux. *"On ne peut pas avoir une union monétaire sans avoir une union économique, a plaidé José Manuel Barroso, le président de la Commission. Si les Etats ne veulent pas d'une union économique, ils doivent oublier l'union monétaire."* L'idée a d'ores et déjà été rejetée par certains pays comme la Suède, et les parlementaires français sont loin, dans leur grande majorité, d'y souscrire.

---

## ECOLOGIE

## Le réchauffement pourrait détruire 20 % des lézards de la planète d'ici à 2080

LEMONDE.FR avec AFP | 13.05.10 | 22h51

Le réchauffement climatique pourrait provoquer l'extinction de 20 % de l'ensemble des lézards de la planète d'ici à 2080, selon une recherche internationale publiée jeudi. La disparition d'une aussi grande partie de ces populations d'animaux aurait probablement des répercussions notables sur la chaîne alimentaire et l'écosystème, soulignent ces scientifiques.

Les lézards sont des proies importantes pour de nombreux oiseaux, des serpents et autres espèces, tandis qu'ils sont eux-mêmes des prédateurs d'insectes, expliquent les auteurs de l'étude parue dans la revue américaine *Science* datée du 14 mai. Ces travaux conduits par Barry Sinervo, professeur d'écologie et de biologie à l'Université de Californie à Santa Cruz, sont basés sur une enquête étendue des populations de lézards dans le monde et des effets sur ces derniers de la montée des températures, principalement depuis 1975.

Sur la base de ces observations, ils ont élaboré un modèle permettant d'anticiper le risque d'extinction, explique-t-il. Ce modèle a permis de prédire avec exactitude des zones spécifiques en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Afrique et en Australie où des populations de 34 différentes familles de lézards, étudiées précédemment, seraient effectivement éteintes.

Basé sur ces probabilités d'extinction locale, le risque que ces espèces disparaissent a été estimé à 6 % d'ici à 2050 et à 20 % d'ici à 2080. Puisque cette vague d'extinction de ces populations de lézards est directement liée au changement climatique, limiter les émissions de CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) est essentiel pour freiner, voire arrêter la disparition de ces espèces animales à l'avenir.

*"Nous avons beaucoup travaillé sur le terrain pour valider ce modèle informatique qui montre bien que les extinctions de lézards résultent du réchauffement pas des pertes d'habitat"*, précise Barry Sinervo. Les sites où ces extinctions ont été constatées ne sont en rien perturbés, la plupart se trouvant dans des parcs nationaux ou d'autres zones protégées, ajoute-t-il. La disparition de lézards a tout d'abord été constatée en France, ensuite au Mexique, où 12 % des populations locales se sont éteintes depuis qu'elles ont fait l'objet d'une étude.

Bien que les lézards s'exposent au soleil pour se réchauffer, des températures plus élevées peuvent les forcer à rester à l'ombre, ce qui restreint leur quête de nourriture. Les auteurs de l'étude ont intégré ces données dans leur modèle, telles que les températures maximales de l'air, les températures du corps de chaque espèce de lézards lorsqu'ils étaient physiologiquement actifs, ainsi que les heures de la journée durant lesquelles leurs activités étaient restreintes par la trop grande chaleur.

Les données portant sur les lézards africains ont été collectées par Aaron Bauer, professeur de biologie à l'université Villanova, en Pennsylvanie (est des Etats-Unis). Si les projections d'extinction des lézards en Afrique font état d'un risque faible, Madagascar peut craindre au contraire de perdre de nombreuses espèces de ces animaux, dont des extinctions locales étendues sont déjà documentées, relèvent les auteurs de cette recherche.

---

## SOCIETE

### L'embaras de la société face aux apéros géants, symptôme du malaise des jeunes

LE MONDE | 15.05.10 | 14h47

Interdire, ne pas interdire, mieux encadrer les "apéros géants" lancés sur le réseau social Facebook ? Après le décès, jeudi à Nantes, à la suite d'une chute d'un jeune qui avait consommé une forte dose d'alcool, mais aussi de nombreuses hospitalisations, la question est désormais posée au plan national. Le ministre de la jeunesse et des solidarités actives, Marc-Philippe Daubresse, et la secrétaire d'Etat au numérique Nathalie Kosciusko-Morizet ont exprimé des doutes, vendredi 14 mai, sur l'opportunité d'interdictions totales ou systématiques. Brice Hortefeux, qui ne prône pas non plus l'interdiction, réunira la semaine prochaine les représentants de différents ministères, ainsi que les préfets et les maires concernés, alors qu'un "apéro géant" est annoncé dimanche 23 mai au Champ de Mars à Paris.

Pour David Le Breton, spécialiste des pratiques à risque des adolescents et sociologue à l'université de Strasbourg, interdire n'est effectivement pas la solution : *"Cela créerait au contraire une possibilité de transgression supplémentaire."* Il voit dans l'émergence des apéros géants, et les beuveries qui les accompagnent, principalement un problème de santé publique, et plus largement de société.

Au ministère de la santé, on rappelle s'être attaqué, dès 2008, au *"binge drinking"* ("cuite express"). La loi HPST (hôpital, patients, santé et territoires) votée en 2009 a mis en place des mesures comme l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs. Mais l'entourage de la ministre admet devoir faire face, avec les apéros géants, à un *"phénomène très préoccupant"*, débouchant *"souvent sur une alcoolisation massive"*.

*"Des gens très divers y participent, dont des adultes qui viennent dans un esprit de partage, mais on ne peut occulter le fait qu'on y -trouve aussi des jeunes venant se "défoncer""*, note M. Le Breton. Des jeunes qui veulent *"se noyer dans la foule"*, un phénomène déjà constaté dans les rave-parties où *"certains, sous ecstasy, sont dans une illusion festive et dans une intense -solitude"*.

L'auteur de *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie* (ed. Métailié, 2007) voit dans le *"binge drinking"* un besoin d'*"instaurer un blanc dans sa vie"* : *"En buvant ainsi, ils veulent lâcher prise un moment, oublier la pression"*. Un désir de *"disparaître de soi"* qui s'illustre aussi par l'utilisation de pseudonymes sur Internet qui occultent l'identité réelle.

Selon le sociologue, beaucoup de conduites à risque des adolescents d'aujourd'hui relèvent de cette *"quête d'absence"* : *"On le voit avec cette volonté, qui ne touche pas tous les jeunes, de boire jusqu'au coma éthylique."* Peu en meurent mais ces situations peuvent entraîner des séquelles graves. Ces comas ne s'observent pas que lors d'"apéros géants", mais dans tous les rassemblements comme les ferias ou les fêtes de grandes écoles.

David Le Breton juge ces pratiques comparables avec le jeu du foulard, qui provoque une syncope de quelques secondes mais fait courir un risque mortel, ou avec les tentatives de suicide, qui passent souvent par des comas médicamenteux. Depuis dix ans, selon lui, les comportements à risque se sont multipliés chez les adolescents.

En ce qui concerne l'alcool, *"la rupture est radicale"* avec les pratiques des générations précédentes : *"Les jeunes cherchent la défonce alors qu'avant boire était le signe d'une quête de virilité"*, analyse-t-il. L'objectif n'était alors pas de *"boire pour ne plus être là"*, mais de montrer qu'on était capable de *"tenir l'alcool"*.

*"La première cuite demeure un passage initiatique, mais la recherche de coma, elle, s'inscrit dans une autre logique"*, estime-t-il. Le phénomène du *"binge drinking"* est apparu au début des années 2000, et touche des adolescents de plus en plus jeunes. De plus en plus de filles s'y exposent, courant en plus un risque d'abus sexuel.

Le sociologue voit chez ces adolescents qui cherchent à lâcher prise *"une tension personnelle énorme"*, et *"un grand changement dans leur rapport au monde"*. *"La première forme de prévention devrait donc être de rendre le lien social plus propice, car l'univers actuel de concurrence et de cupidité ne donne pas envie de grandir à des ados dont les valeurs sont l'amitié, la lenteur, la solidarité"*, juge-t-il.

Le sociologue voit dans le succès des "apéros géants" *"la preuve d'une difficulté à être heureux parmi le proche voisinage"*. Et prévient : *"Si nous ne créons pas le plaisir d'être ensemble, il sera difficile pour les jeunes d'accepter la société."*

## Laetitia Clavreul

---

### Des interdictions dans plusieurs villes

Après la mort, jeudi 13 mai, à Nantes, d'un jeune, victime d'une chute alors qu'il était fortement alcoolisé, les mises en garde se multiplient contre les "apéros géants".

La préfecture de police de Paris, où un tel rassemblement est prévu dimanche 23 mai au Champ-de-Mars, a de nouveau alerté sur Facebook, vendredi 14 mai, contre les "risques graves" d'un rassemblement non "organisé et encadré".

Le maire, Bertrand Delanoë (PS), et les responsables UMP parisiens se sont prononcés contre la tenue de cet événement. Selon la préfecture, le premier initiateur de l'"apéro géant" a annulé sa page sur le réseau social, mais d'autres ont pris le relais.

Au Mans, celui prévu samedi 15 mai devait se tenir sous étroite surveillance. Ceux -prévus à Troyes, Annecy, Aubenas ou Chambéry durant le week-end ont été interdits par les préfets.

A Bergerac, un organisateur qui avait lancé l'idée d'un "apéro géant" en juin l'a reporté en juillet, si la mairie et la préfecture donnent leur accord.

---

## SOCIETE

### La famille planifiée

LE MONDE | 12.05.10 | 17h27

Au fil des décennies, le développement de la contraception a permis de dessiner les contours de la "famille idéale" des Français. Aujourd'hui, de plus en plus de couples choisissent d'avoir deux enfants, souvent séparés par un intervalle de trois ans. Ce nouveau modèle familial remporte un succès croissant : 40 % des femmes qui ont 50 ans ont eu deux enfants, contre seulement 25 % il y a trente ans.

En France, la contraception a été légalisée en 1967 par la loi Neuwirth. *"Nous estimons que l'heure est désormais venue de passer de la maternité accidentelle et due souvent au seul hasard à une maternité consciente et responsable"*, expliquait le député gaulliste Lucien Neuwirth pendant les débats parlementaires. Reçu à l'Élysée, M. Neuwirth avait réussi à convaincre le général de Gaulle. *"C'est vrai, transmettre la vie, c'est important ! aurait-il dit. Il faut que ce soit un acte lucide. Continuez."*

Depuis que la contraception est entrée dans les mœurs, les naissances "planifiées" sont de plus en plus nombreuses : de 1970 à 1995, elles sont passées de 59 % à 83 %. *"La diminution de la part des naissances non désirées ou mal planifiées a eu lieu en une dizaine d'années, entre 1970 et 1980"*, constatent Arnaud Régnier-Loilier et Henri Léridon dans une étude de l'Institut national d'études démographiques (INED) publiée en 2007.

Alors que les naissances de jadis étaient souvent dues au hasard, les couples attendent aujourd'hui le "bon moment" pour procréer. *"Ils se fixent un certain nombre de conditions préalables à l'arrivée d'un premier enfant"*, constatent MM. Régnier-Loilier et Léridon. 97 % des femmes estiment ainsi qu'une naissance doit intervenir au sein d'un couple stable et 90 % qu'il faut qu'au moins l'un des deux parents ait un travail.

Depuis la diffusion de la contraception, les familles nombreuses se sont considérablement raréfiées : à peine 10 % des femmes de 50 ans ont eu quatre enfants et plus... contre 25 % il y a trente ans ! La famille de deux enfants, en revanche, a été largement plébiscitée : en trente ans, le nombre de femmes ayant choisi ce modèle familial a augmenté de 60 %.

Grâce à la maîtrise de la procréation, rien, ou presque, n'est aujourd'hui laissé au hasard, pas même l'intervalle entre deux enfants. *"La plupart des hommes et des femmes estiment que l'espacement idéal entre deux naissances est d'environ trois ans et, dans les faits, la moitié des secondes naissances surviennent dans les trois ans qui suivent la première"*, constatent MM. Régnier-Loilier et Léridon.

Aux yeux de beaucoup de parents, cet intervalle de trois ans permet de conjuguer bien-être de l'enfant et intérêt de la famille : les enfants peuvent jouer ensemble et l'aîné entre à l'école maternelle lors de la naissance du cadet, ce qui permet d'alléger les problèmes de garde. Un souci compréhensible dans un pays où, selon la députée (UMP) Michèle Tabarot, il manque de 300 000 à 400 000 places d'accueil pour les moins de 3 ans.

Anne Chemin

---

## SOCIETE

### Liberté, sécurité, prévisibilité

LE MONDE | 12.05.10 | 17h27

Qu'elles aient 17, 20 ou 30 ans, aucune n'a connu l'"avant-pilule", ni l'"avant-sida". Autorisée pour la première fois aux Etats-Unis en mai 1960, la pilule contraceptive fête ses cinquante ans, et le regard que portent les jeunes femmes du XXI<sup>e</sup> siècle sur cette révolution est très différent de celui de leurs aînées, pour qui la contraception orale symbolisait la libération de la femme.

Le combat a changé : il n'est plus collectif mais individuel. Aude, 17 ans, lycéenne dans la banlieue du Havre (la majorité des jeunes filles interrogées pour cet article ont préféré garder l'anonymat), a commencé à prendre la pilule en secret ; sa mère l'a découvert et s'y est opposée. Elle proteste - *"cela fait pourtant deux ans que j'en ai besoin !"* Pour son amie Laura, 17 ans aussi, *"c'est en projet"*. Sa mère à elle est d'accord, à partir du moment où elle aura un copain stable, mais elle n'ose pas la revendiquer dès maintenant : *"C'est plus compliqué d'avouer qu'on l'a déjà fait"*.

Au lycée, il y a deux catégories de filles. Celles qui ont un copain, mais pas droit à la contraception orale : parmi elles, il y a celles qui ont déjà dû prendre la pilule du lendemain, fait un test de grossesse, voire avorté. Et puis il y a *"les chanceuses"*, qui n'ont pas à se battre ou à attendre pour l'obtenir. Elles n'ont pas forcément de copain, pas forcément de relations sexuelles non plus. Certaines la prennent pour éviter l'acné, les règles irrégulières ou douloureuses.

Pour ces adolescentes, si la pilule est synonyme de libération, c'est avant tout parce qu'elle permet de *"se passer du préservatif"* dès qu'une relation se "stabilise". Elle est en fait moins symbole de liberté que de *"sécurité"*, au cas où on voudrait faire l'amour sans avoir pris ses précautions. Le risque d'oubli n'est pas un problème, assure Laura : *"Il suffit de mettre un réveil sur son portable tous les soirs à 20 heures."*

Quand elle a commencé à prendre la pilule, Emilie, 19 ans, élève de 1<sup>re</sup> dans un lycée du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, n'avait pas non plus en tête les débats houleux qui ont précédé son autorisation, en 1967 en France. *"J'ai vu un reportage là-dessus il y a quelques semaines, je sais maintenant que cela a été un progrès énorme pour les femmes"*, dit-elle. Cela fait deux ans qu'elle la prend. Cela n'a posé aucun problème.

Ce n'est pas si facile pour toutes. Même majeures, des femmes de culture musulmane doivent prendre la pilule en cachette, ou s'en passer. *"Les filles composent avec la réalité de leurs familles"*, explique Samia (le prénom a été changé), 26 ans, étudiante de Seine-Saint-Denis. Pour les musulmanes non mariées, la pilule n'est pas une *"conquête envisageable"*, car la sexualité reste un tabou. Mais Samia est surprise de constater que dans d'autres milieux, prendre la pilule est *"une évidence"*, derrière laquelle ses amies ne voient *"aucun symbole"*, *"aucun combat"*.

Toutes les jeunes femmes ne souhaitent pas prendre la pilule pour autant. *"Le milieu d'origine reste assez important : quand la mère l'a prise, les filles sont prêtes à la prendre aussi. Chez les autres, il y a plus de résistance"*, constate le docteur Brigitte Tournoux, gynécologue au Centre médical Europe, près de la gare Saint-Lazare, à Paris. Dans sa salle d'attente se croisent des jeunes femmes de toutes origines, habitantes du chic 8<sup>e</sup> arrondissement ou banlieusardes travaillant à Paris. Le docteur Tournoux voit de nombreuses jeunes femmes réfractaires à la pilule. Il s'agit parfois de filles issues de milieux conservateurs qui préfèrent des méthodes naturelles comme celle des températures, et souvent de femmes d'origine étrangère.

Elle reçoit surtout, de plus en plus, des jeunes femmes qu'elle juge très différentes des générations précédentes, qui après plusieurs années sous pilule, rejettent le *"côté chimique"*, sans forcément se rendre compte que les autres modes de contraception (patch, implants...) sont souvent aussi à base d'hormones.

Bien qu'injustifiés, les préjugés sur la pilule, qui vont de la prise de poids aux risques de stérilité ou de cancer, ont la vie dure, et Internet leur assure une diffusion beaucoup plus large qu'il y a trente ou quarante ans. *"C'est vrai qu'on a des doutes, d'autant que plusieurs de mes amies essayent d'avoir des enfants et que cela prend plus de temps qu'elles ne le pensaient"*, explique Candice Moors, 31 ans, journaliste dans la presse

spécialisée. Elle-même prend la pilule depuis dix ans, sans interruption et sans enthousiasme - "*c'est peut-être pas la meilleure des choses !*" - et a opté pour une formule de moins en moins dosée.

Le rejet de la pilule, Nathalie Bajos, sociologue à l'Inserm, le met davantage sur le compte de la différence de générations que du souci écologique. "*Depuis quelques années, les femmes en âge de procréer ont toutes commencé leur vie sexuelle après l'arrivée de la pilule, et cela change tout*", relève-t-elle, rappelant que celles qui se sont battues pour la contraception se chargeaient davantage de transmettre cette histoire. La perception de ce contraceptif est différente, aujourd'hui : "*La pilule est un droit acquis, les contraintes se manifestent donc davantage*".

Pour cette sociologue, la pilule a néanmoins montré ses limites. La principale est qu'elle s'oublie fréquemment. De fait, alors que la plupart des femmes sont sous contraception, dont 60 % sous pilule, les avortements restent stables, à 200 000 par an. Ce paradoxe a été relevé dans un récent rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui a montré l'inadéquation entre le modèle français du "tout pilule" et l'évolution des modes de vie : aujourd'hui, la vie affective et sexuelle est moins stable et les rythmes professionnels moins compatibles avec une prise de pilule à horaire fixe.

Malgré les critiques, le recours plus fréquent au stérilet chez les jeunes et l'apparition de l'implant, de l'anneau ou du patch, la pilule continue à dominer. Une question d'habitude de prescription de médecins et de remboursement, juge le planning familial.

D'attachement aussi, parfois. "*Ma meilleure amie tente de me convertir au stérilet, moi je ne veux pas...*", raconte Anne-Sylvie Bouchand, acheteuse à la Mairie de Paris. A 36 ans, cette mère de deux enfants a essayé de nombreuses pilules avant de trouver la bonne. Elle n'a eu aucun accident de parcours, a été enceinte quand elle l'a souhaité. Pour rien au monde elle n'y renoncerait : "*C'est ma pilule, et ma seule crainte est qu'elle soit un jour retirée du marché*".

Laetitia Clavreul

---

## ENVIRONNEMENT

### N'y a-t-il que de l'eau qui coule de votre robinet ?

LEMONDE.FR | 18.05.10 |

Attention, il n'y aurait pas que de l'eau qui coule de votre robinet ! Pesticides, aluminium, médicaments et nitrates... Dans [\*Du poison dans l'eau du robinet\*](#), diffusé lundi 17 mai sur France 3, Sophie Le Gall dresse une carte de France des pollutions de l'eau potable. Le débat n'est pas nouveau. En janvier 2007, la marque d'eau Cristalline, qui menait campagne contre l'eau du robinet, avait été épinglée par le jury de déontologie publicitaire.

Le [Centre d'information sur l'eau](#), qui regroupe les distributeurs d'eau, s'inquiète de l'impact que l'enquête de France 3 pourrait avoir sur les consommateurs. A l'[Office internationale de l'eau](#), le directeur général Jean-François Donzier précise ainsi que "*l'eau est la denrée alimentaire la mieux contrôlée*".

### Les normes de traitement de l'eau sont fixées par le ministère de la santé.

**FAUX.** L'Organisation mondiale pour la santé (OMS) fixe les lignes directrices, dont la dernière mise à jour date de 2006. "*L'OMS fixe ses normes en fonction d'une personne fragilisée – enfant ou femme enceinte – consommant deux litres d'eau par jour sur une durée de soixante-dix ans*, explique Marillys Macé, directrice du Centre d'information sur l'eau. *A cela s'ajoute une marge pour laisser le temps aux autorités de réagir en cas d'incident.*" Juridiquement, les normes en vigueur en France sont la transposition d'une [directive-cadre européenne de 2000](#). Si les contrôles sont effectués par le ministère de la santé, il revient aux communes de les mettre en place. Beaucoup d'entre elles concentrent leurs efforts au sein de communautés de communes.

### La qualité de l'eau diverge selon les villes.

**VRAI.** *"Dans les grandes villes, les contrôles sont plus nombreux et plus détaillés car l'eau y subit davantage de traitements, analyse Jean-François Donzier, directeur général de l'Office international de l'eau. A l'inverse, les petits villages ont normalement des eaux de source de meilleure qualité. Il resterait une cinquantaine de communes dérogeant à la règle : ce sont souvent de petites communes rurales connaissant des pollutions ponctuelles." Les départements d'Eure-et-Loir et de Seine-et-Marne concentrent la majorité des restrictions de consommation. Pour Marillys Macé, directrice du Centre d'information sur l'eau, "les disparités sont essentiellement liées aux origines de l'eau. Si les deux tiers des ressources en France proviennent d'eaux souterraines, les autres sont issues de cours d'eau, plus sensibles à la pollution".*

### **Les pesticides, interdits depuis 2003, ont totalement disparu des eaux.**

**FAUX.** La présence de pesticides utilisés dans les années 70 subsiste malgré les efforts de la population agricole. *"Ces produits ont atteint les nappes souterraines, précise Sophie Le Gall, auteure du documentaire Du poison dans l'eau du robinet. Leur élimination en milieu naturel demande beaucoup de temps." Les sols restent chargés de ces substances.*

### **La présence d'aluminium dans l'eau potable survient après le passage en station d'épuration.**

**VRAI.** Dans certaines stations d'épuration, le sulfate d'alumine est utilisé pour faciliter la décantation. *"C'est le procédé de certaines stations d'épuration mais désormais, d'autres méthodes sont envisageables", estime Sophie Le Gall. En 2000, une étude menée par l'Inserm sur les départements de la Gironde et de la Dordogne concluait que le taux d'aluminium dans l'eau potable pouvait amplifier le risque de développer la maladie d'Alzheimer. "Cette contamination s'observe facilement par un blanchissement de l'eau, précise Marillys Macé. Mais l'eau ne constitue que 5 % de notre consommation en aluminium."*

### **Certains scientifiques constatent une féminisation des poissons dans les eaux du fait de la présence de médicaments.**

**VRAI.** *"C'est une pollution émergente, note Sophie Le Gall. Jusqu'ici, elle était ignorée car les instruments utilisés ne permettaient pas de la détecter." De nouveaux outils techniques permettent aujourd'hui de la mesurer. Dans l'eau potable, après un passage à la station d'épuration, des traces d'antidépresseurs ou de pilules contraceptives subsistent. "Des études montrent qu'un être humain qui boit deux litres d'eau par jour pendant soixante-dix ans consomme l'équivalent de trois comprimés de paracétamol", explique Marillys Macé. Le sujet mobilise chercheurs et professionnels : un groupe de travail s'est constitué autour de ce sujet aux conséquences encore méconnues.*

Caroline Venaille

---

## SOCIETE

### **Un mari qui participe aux tâches ménagères réduit les risques de divorce**

LEMONDE.FR | 18.05.10 |

Les risques de divorce se trouvent considérablement diminués dans les couples où le mari participe activement aux tâches ménagères, selon les conclusions [d'une étude](#) réalisée auprès de 3 500 couples britanniques par la London School of Economics (LSE).

L'enquête, publiée mardi 18 mai et intitulée "Travail masculin non rémunéré et divorce", précise que l'implication de l'homme dans le ménage, les courses et le soin des enfants contribue dans tous les cas de figure à la solidité du couple, indépendamment du statut de l'épouse : qu'elle soit femme au foyer ou qu'elle exerce un métier.

*"L'étude montre que pour les familles dans lesquelles les femmes sont au foyer et les hommes participent peu aux tâches ménagères et à la prise en charge des enfants, le risque de divorce est 91 % plus élevé que quand la mère travaille et son mari participe au moins en partie aux tâches ménagères. Par ailleurs, il n'y a pas d'augmentation du risque de divorce quand la femme travaille et que son mari participe le plus possible aux tâches ménagères", estiment les chercheurs.*

*"La combinaison optimale présentant les plus faibles risques [de divorce] est celle où la mère ne travaille pas et où le père s'adonne à un maximum de travaux ménagers et de prise en charge des enfants", à en*

croire l'étude. Ces conclusions font voler en éclats la théorie solidement ancrée depuis les années 1960 selon laquelle la meilleure garantie de stabilité du mariage résulte de situations où l'homme travaille et la mère s'occupe du foyer. Les sociologues estimaient ainsi qu'une mère au foyer était souvent moins encline à divorcer en raison des difficultés économiques qu'elle aurait à affronter.

---

## MEDECINE

### Un généticien américain crée la première cellule vivante synthétique

LEMONDE.FR avec AFP | 21.05.10 |

Une cellule synthétique qui possède son propre ADN ? Le pionnier du séquençage du génome humain, le biologiste américain Craig Venter, a dévoilé, jeudi 20 mai, la création de la première cellule vivante dotée d'un génome synthétique. Une *"étape importante scientifiquement et philosophiquement"*, explique le chercheur, dans la compréhension des mécanismes de la vie et qui ouvre la voie à la fabrication d'organismes artificiels.

*"Il s'agit de la création de la première cellule vivante synthétique, au sens où celle-ci est entièrement dérivée d'un chromosome synthétique"*, explique Craig Venter, créateur de l'Institut du même nom et coauteur du premier séquençage du génome humain rendu public en 2000. *"Ce chromosome [élément porteur de l'information génétique contenant un groupe de gènes de l'organisme] a été produit à partir de quatre flacons de substances chimiques et d'un synthétiseur, et tout a commencé avec des informations dans un ordinateur"*, poursuit-il.

### VERS LA BIOLOGIE SYNTHÉTIQUE

Cette percée *"change ma vision de la définition de la vie et de son fonctionnement"*, ajoute ce chercheur, un des coauteurs de ces travaux parus dans la revue américaine *Science* datée du 21 mai. *"Cette approche est en effet un très puissant instrument pour tenter de concevoir ce que nous attendons de la biologie et nous pensons ainsi à une gamme étendue d'applications"*, précise-t-il.

Craig Venter avait annoncé en 2008 être parvenu avec son équipe à fabriquer un génome bactérien 100 % synthétique en collant des séquences d'ADN synthétisées bout à bout afin de reconstituer le génome complet de la bactérie *Mycoplasma genitalium*. L'avancée annoncée jeudi découle de ces travaux antérieurs et ouvre effectivement la voie à des applications environnementales et énergétiques.

Le génome qu'ils ont fabriqué est la copie d'un génome existant, celui de la bactérie mycoplasme mycoïde, mais avec des séquences d'ADN supplémentaires pour l'en distinguer. Ils ont ensuite transplanté ce génome synthétique dans une autre bactérie, appelée microplasma capricolum, réussissant à *"activer"* les cellules de cette dernière. *"Si ces techniques peuvent être généralisées, la conception, la synthèse, l'assemblage et la transplantation de chromosomes synthétiques ne seront plus des obstacles aux progrès de la biologie synthétique"*, soulignent les auteurs de ces travaux.

### "BOÎTE DE PANDORE"

C'est ainsi que selon Craig Venter, ces chercheurs vont tenter de concevoir des algues capables de capturer le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), principal gaz à effet de serre, et de produire de nouveaux carburants propres. Des recherches sont aussi en cours pour accélérer la production de vaccins, fabriquer de nouvelles substances chimiques, des ingrédients alimentaires et des bactéries capables de purifier l'eau.

Qualifiant de *"boîte de Pandore"* ces travaux, Pat Mooney, directeur de l'ETC Group, organisme international privé de surveillance des technologies dont le siège est au Canada, estime que *"la biologie synthétique est un champ d'activité à haut risque mal compris, motivé par la quête du profit"*. *"Nous savons que les formes de vie créées en laboratoire peuvent devenir des armes biologiques et menacer aussi la biodiversité naturelle"*, ajoute-t-il. Le Craig Venter Institute a déposé des brevets recouvrant certaines des techniques décrites dans les travaux publiés jeudi.

---

## SOCIETE

## Plagiat : la copie pointée à l'université

LEMONDE.FR | 21.05.10

L'université a décidé de s'attaquer sérieusement au plagiat. Devant l'ampleur des données disponibles sur Internet, les étudiants ont pris l'habitude de "copier-coller" d'une main de maître. Thèses, mémoires, rapports... nombre de documents sont concernés par ce pillage du droit d'auteur. *"Il faut sensibiliser tous les citoyens au fait qu'Internet n'est pas un champ libre de droit"*, alerte Hélène Maurel-Indart, professeure de littérature à l'université de Tours et auteure de [Plagiat, les coulisses de l'écriture](#). La mise en garde ne s'adresse pas qu'aux universitaires, mais à toute personne amenée à rédiger des documents, y compris au ministre de l'éducation, [Luc Chatel](#), dont Rue 89 avait relevé le plagiat de l'encyclopédie collaborative Wikibéral.

Mais pour Hélène Maurel-Indart, si le plagiat prend de l'ampleur, ce n'est pas seulement à cause d'Internet. *"Bien sûr, avec les ordinateurs, il y a la banalisation du geste copier-coller."* Un clic suffit, plus besoin de recopier manuellement des pages d'ouvrage. *"Mais il y a également l'augmentation du nombre d'entrées en master, avec des étudiants qui ne sont pas toujours capables de valoriser leurs informations."* A en croire l'enseignante, cette pratique serait particulièrement répandue dans le monde de l'édition. Livres écrits de plus en plus rapidement pour être en lien avec l'actualité, signatures qui ne sont pas toujours celles des véritables auteurs... Une confusion des sources qui, d'après elle, contribue au plagiat.

### DÉTECTEURS DE SIMILITUDES COMME SOLUTION ?

[A l'Université Lyon 2](#), depuis 2000, toutes les thèses doivent être mises en ligne, ce qui avait fait craindre qu'elles ne soient davantage plagiées. Dès 2007, les universités de la ville se sont équipées du logiciel de détection de plagiat Compilatio, devenant les fers de lance de cette chasse au copier-coller.

Les plateformes de détection sont répandues dans les pays anglo-saxons. Elles consistent à identifier les associations de six mots consécutifs à partir d'Internet et d'une base de données interne. Depuis 2005, la société privée [Compilatio.net](#) propose ce logiciel en France. *"Généralement, les sources relevées sont les copies de travaux précédents, l'encyclopédie libre Wikipédia et les sites en ligne de vente de documents"*, précise Anne Hamel, responsable marketing de Compilatio.net. *"Notre site permet aux professeurs d'analyser systématiquement les textes et de ne pas le faire à la tête du client"*, ajoute-t-elle. L'ambition de cette société privée est d'équiper les universités et écoles françaises avant de s'adresser aux lycéens.

Un rapport sur l'[université numérique](#) préconise la généralisation de ces logiciels antiplagiats dans les universités. Chargé du dossier, Henri Issac, maître de conférence spécialisé en systèmes d'information et e-management à Paris-Dauphine, estime que *"la remise systématique des travaux sur une telle plateforme devrait fortement inciter les étudiants à éviter le plagiat dans la rédaction de leurs travaux"*. La [seule enquête](#) réalisée sur ce thème date de 2007. *"Elle a été réalisée par l'université de Lyon et la société Six degrés, qui diffusait Compilatio.net jusqu'en 2009"*, déplore Jean-Noël Darde, auteur du blog [Archéologie du copier-coller](#).

### UN LOGICIEL QUI NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ

Maître de conférence en sciences de l'information et de la communication à Paris-VIII, c'est en corrigeant trois mémoires, en 2006, que Jean-Noël Darde, s'intéresse au plagiat. *"Les trois documents contenaient des points d'ombre certains sur l'origine du texte."* En allant voir les trente autres mémoires de l'année en cours, il se rend compte qu'un tiers des travaux rendus sont sujets au plagiat. Pas question pour autant de laisser le problème au seul logiciel : *"Si on délègue la lutte antiplagiat à un détecteur de similitudes, on ne responsabilise pas les enseignants et les étudiants. Tout le monde est capable de changer un mot de temps en temps dans un texte, même sans le comprendre."* D'ailleurs, Compilatio.net met à disposition des étudiants un logiciel [pompotron.com](#) qui leur permet de vérifier leurs sources. En fait, c'est surtout un moyen pour eux de vérifier si leur texte va être ou non épinglé par Compilatio.net.

En 2007, Charles Coustille, étudiant à la fois à Sciences Po Bordeaux et en droit de la propriété intellectuelle, est choqué de devoir passer par le détecteur de similitudes Compilatio pour envoyer ses travaux. Aujourd'hui doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il a rédigé un mémoire "Du plagiat universitaire" en y insérant des paragraphes savamment plagiés. Il souhaite démontrer qu'avec des idées nouvelles le plagiat ne nuit pas forcément à la qualité du travail. *"Le plagiat peut devenir un mode de création, à partir du moment où la reprise n'est pas banale mais réfléchie"*, explique-t-il. Pour son étude, il a soumis un paragraphe entièrement plagié au logiciel Compilatio, qui n'a détecté que 9 % de similitudes.

## MIEUX SUIVRE LES ÉTUDIANTS

Pour Jean-Noël Darde, ce qui est nécessaire, c'est un suivi régulier de l'étudiant par son directeur de recherche : *"Le niveau de son texte final correspondra à son niveau tout au long de la recherche."* Il déplore la tolérance de ses pairs. En 2007, le Conseil national des universités (CNU) avait suspendu la qualification d'une étudiante, sans annuler sa thèse. [Une décision confirmée par le Conseil d'Etat](#). Mais l'étudiante, qui a vu son inscription sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences retirée pourra quand même faire valoir qu'elle est l'auteure d'une thèse. *"Le 25 mars dernier, note Jean-Noël Darde, [le Conseil scientifique de l'Université de Paris 8](#) a voté l'annulation du diplôme lié à une thèse-plagiat. Une première depuis l'arrivée d'Internet."*

Face au plagiat, les solutions envisagées diffèrent selon les pays et les traditions universitaires. Dans les pays anglo-saxons, l'accent est mis sur la dissuasion avec un rappel des sanctions. *"Aux Etats-Unis ou au Danemark, les universités peuvent faire signer des chartes contre le plagiat"*, note Charles Coustille. Une différence de régime liée à la nature du travail universitaire, comme l'explique Hélène Maurel-Indart. *"La culture anglo-saxonne repose davantage sur le travail personnel, le pragmatisme et l'expérience. En France, nous avons une tradition d'assimilation des modèles. Elle est respectable, à condition de dépasser la production originale."*

Caroline Venaille

---

## ECONOMIE

### Joseph Stiglitz : "L'austérité mène au désastre"

LE MONDE | 22.05.10 | 13h12

Joseph Stiglitz, 67 ans, Prix Nobel d'économie en 2001, ex-conseiller économique du président Bill Clinton (1995-1997) et ex-chef économiste de la Banque mondiale (1997-2000), est connu pour ses positions critiques sur les grandes institutions financières internationales, la pensée unique sur la mondialisation et le monétarisme. Il livre au *Monde* son analyse de la crise de l'euro.

#### **Vous avez récemment dit que l'euro n'avait pas d'avenir sans réforme majeure. Qu'entendez-vous par là ?**

L'Europe va dans la mauvaise direction. En adoptant la monnaie unique, les pays membres de la zone euro ont renoncé à deux instruments de politique économique : le taux de change et les taux d'intérêt. Il fallait donc trouver autre chose qui leur permette de s'adapter à la conjoncture si nécessaire. D'autant que Bruxelles n'a pas été assez loin en matière de régulation des marchés, jugeant que ces derniers étaient omnipotents. Mais l'Union européenne (UE) n'a rien prévu dans ce sens.

Et aujourd'hui, elle veut un plan coordonné d'austérité. Si elle continue dans cette voie-là, elle court au désastre. Nous savons, depuis la Grande Dépression des années 1930, que ce n'est pas ce qu'il faut faire.

#### **Que devrait faire l'Europe ?**

Il y a plusieurs possibilités. Elle pourrait par exemple créer un fonds de solidarité pour la stabilité, comme elle a créé un fonds de solidarité pour les nouveaux entrants. Ce fonds, qui serait alimenté dans des temps économiques plus cléments, permettrait d'aider les pays qui ont des problèmes quand ceux-ci surgissent.

L'Europe a besoin de solidarité, d'empathie. Pas d'une austérité qui va faire bondir le chômage et amener la dépression. Aux Etats-Unis, quand un Etat est en difficulté, tous les autres se sentent concernés. Nous sommes tous dans le même bateau. C'est d'abord et avant tout le manque de solidarité qui menace la viabilité du projet européen.

#### **Vous prônez une sorte de fédéralisme ?**

Oui. De cohésion. Le problème, c'est que les Etats membres de l'UE n'ont pas tous les mêmes croyances en termes de théorie économique. Nicolas Sarkozy a eu raison de faire pression sur *(la chancelière allemande)*

Angela Merkel pour la forcer à payer pour la Grèce. Nombreux sont ceux qui, en Allemagne, s'en remettent totalement aux marchés. Dans leur logique, les pays qui vont mal sont responsables et doivent donc se débrouiller.

### **Ce n'est pas le cas ?**

Non. Le déficit structurel grec est inférieur à 4 %. Bien sûr, le gouvernement précédent, aidé par Goldman Sachs, a sa part de responsabilité. Mais c'est d'abord et avant tout la crise mondiale, la conjoncture, qui a provoqué cette situation.

Quant à l'Espagne, elle était excédentaire avant la crise et ne peut être accusée d'avoir manqué de discipline. Bien sûr, l'Espagne aurait dû être plus prudente et empêcher la formation de la bulle immobilière. Mais, en quelque sorte, c'est l'euro qui a permis ça, en lui procurant des taux d'intérêt plus bas que ceux auxquels Madrid aurait eu accès sans la monnaie unique. Aujourd'hui, ces pays ne s'en sortiront que si la croissance européenne revient. C'est pour cela qu'il faut soutenir l'économie en investissant et non en la bridant par des plans de rigueur.

### **La baisse de l'euro serait donc une bonne chose ?**

C'est la meilleure chose qui puisse arriver à l'Europe. C'est à la France, et plus encore à l'Allemagne qu'elle profitera le plus. Mais la Grèce et l'Espagne, pour qui le tourisme est une source de revenus importante, en seront également bénéficiaires.

### **M<sup>me</sup> Merkel, pourtant, sait que la solidarité peut être importante. Sans cela, il n'y aurait pas eu de réunification allemande.**

Oui. Mais, justement, il a fallu plus de dix ans à l'Allemagne pour absorber la réunification. Et d'une certaine manière, je pense que les ex-Allemands de l'Ouest estiment qu'ils ont déjà payé un prix élevé pour la solidarité européenne.

### **Pensez-vous que la viabilité de l'euro soit menacée ?**

J'espère que non. Il est tout à fait possible d'éviter que la monnaie unique ne périlite. Mais si on continue comme ça, rien n'est exclu. Même si je pense que le scénario le plus probable est celui du défaut de paiement. Le taux de chômage des jeunes en Grèce s'approche de 30 %. En Espagne, il dépasse 44 %. Imaginez les émeutes s'il monte à 50 % ou 60 %. Il y a un moment où Athènes, Madrid ou Lisbonne se posera sérieusement la question de savoir s'il a intérêt à poursuivre le plan que lui ont imposé le Fonds monétaire international (FMI) et Bruxelles. Et s'il n'a pas intérêt à redevenir maître de sa politique monétaire.

Rappelez-vous ce qui s'est passé en Argentine. Le peso était attaché au dollar par un taux de change fixe. On pensait que Buenos Aires ne romprait pas le lien, que le coût en serait trop important. Les Argentins l'ont fait, ils ont dévalué, ça a été le chaos comme prévu. Mais, en fin de compte, ils en ont largement profité. Depuis six ans, l'Argentine croît à un rythme de 8,5 % par an. Et aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'elle a eu raison.

Propos recueillis par Virginie Malingre

---

## ANALYSE POLITIQUE ET SOCIOLOGIQUE

Point de vue

### **Ce que serait "ma" gauche**

LE MONDE | 22.05.10 |

La gauche. J'ai toujours répugné ce *la* unificateur qui occulte les différences, les oppositions, et les conflits. Car la gauche est une notion complexe, dans le sens où ce terme comporte en lui, unité, concurrences et antagonismes. L'unité, elle est dans ses sources : l'aspiration à un monde meilleur, l'émancipation des opprimés, exploités, humiliés, offensés, l'universalité des droits de l'homme et de la femme. Ces sources,

activées par la pensée humaniste, par les idées de la Révolution française et par la tradition républicaine, ont irrigué au XIX<sup>e</sup> siècle la pensée socialiste, la pensée communiste, la pensée libertaire.

Le mot "libertaire" se centre sur l'autonomie des individus et des groupes, le mot "socialiste" sur l'amélioration de la société, le mot "communiste" sur la nécessité de la communauté fraternelle entre les humains. Mais les courants libertaires, socialistes, communistes sont devenus concurrents. Ces courants se sont trouvés aussi en antagonismes, dont certains sont devenus mortifères, depuis l'écrasement par un gouvernement social-démocrate allemand de la révolte spartakiste, jusqu'à l'élimination par le communisme soviétique des socialistes et anarchistes.

Les fronts populaires, les unions de la Résistance n'ont été que des moments éphémères. Et après la victoire socialiste de 1981, un baiser de la mort, dont François Mitterrand a été l'habillissime stratège, a asphyxié le Parti communiste.

Voilà pourquoi j'ai toujours combattu le *la* sclérosant et menteur de la gauche, tout en reconnaissant l'unité des sources et aspirations. Les aspirations à un monde meilleur se sont toujours fondées sur l'oeuvre de penseurs. Les Lumières de Voltaire et Diderot, jointes aux idées antagonistes de Rousseau, ont irrigué 1789. Marx a été le penseur formidable qui a inspiré à la fois la social-démocratie et le communisme, jusqu'à ce que la social-démocratie devienne réformiste. Proudhon a été l'inspirateur d'un socialisme non marxiste. Bakounine et Kropotkine ont été les inspirateurs des courants libertaires.

Ces auteurs nous sont nécessaires mais insuffisants pour penser notre monde. Nous sommes sommés d'entreprendre un gigantesque effort de repensée, qui puisse intégrer les innombrables connaissances dispersées et compartimentées, pour considérer notre situation et notre devenir dans notre Univers, dans la biosphère, dans notre Histoire.

Il faut penser notre ère planétaire qui a pris forme de globalisation dans l'unification techno-économique qui se développe à partir des années 1990. Le vaisseau spatial Terre est propulsé à une vitesse vertigineuse par les quatre moteurs incontrôlés science-technique-économie-profit. Cette course nous mène vers des périls croissants : turbulences crises et critiques d'une économie capitaliste déchaînée, dégradation de la biosphère qui est notre milieu vital, convulsions belliqueuses croissantes coïncidant avec la multiplication des armes de destruction massive, tous ces périls s'entre-développant les uns les autres.

Nous devons considérer que nous sommes présentement dans une phase régressive de notre histoire. Le "*collapse*" du communisme, qui fut une religion de salut terrestre, a été suivi par le retour irruptif des religions de salut céleste ; des nationalismes endormis sont entrés en virulence, des aspirations ethno-religieuses, pour accéder à l'Etat-nation, ont déclenché des guerres de sécession.

Considérons la grande régression européenne. D'abord relativisons-la, car ce fut un grand progrès que l'émancipation des nations soumises à l'URSS. Mais l'indépendance de ces nations a suscité un nationalisme étroit et xénophobe. Le déferlement de l'économie libérale a surexcité à la fois l'aspiration aux modes de vie et consommations occidentales et la nostalgie des sécurités de l'époque soviétique, tout en maintenant la haine de la Russie. Aussi les idées et les partis de gauche sont au degré zéro dans les ex-démocraties populaires.

A l'Ouest, ce n'est pas seulement la globalisation qui a balayé bien des acquis sociaux de l'après-guerre, en éliminant un grand nombre d'industries incapables de soutenir la concurrence asiatique, en provoquant les délocalisations éliminatrices d'emplois ; ce n'est pas seulement la course effrénée au rendement qui a "dégraissé" les entreprises en expulsant tant d'employés et ouvriers ; c'est aussi l'incapacité des partis censés représenter le monde populaire d'élaborer une politique qui réponde à ces défis. Le Parti communiste est devenu une étoile naine, les mouvements trotskistes, en dépit d'une juste dénonciation du capitalisme, sont incapables d'énoncer une alternative. Le Parti socialiste hésite entre son vieux langage et une "modernisation" censée être réaliste, alors que la modernité est en crise.

Plus grave encore est la disparition du peuple de gauche. Ce peuple, formé par la tradition issue de 1789, réactualisée par la III<sup>e</sup> République, a été cultivé aux idées humanistes par les instituteurs, par les écoles de formation socialistes, puis communistes, lesquelles enseignaient la fraternité internationaliste et l'aspiration à un monde meilleur. Le combat contre l'exploitation des travailleurs, l'accueil de l'immigré, la défense des faibles, le souci de la justice sociale, tout cela a nourri pendant un siècle le peuple de gauche, et la Résistance sous l'Occupation a régénéré le message.

Mais la dégradation de la mission de l'instituteur, la sclérose des partis de gauche, la décadence des syndicats ont cessé de nourrir d'idéologie émancipatrice un peuple de gauche dont les derniers représentants, âgés, vont disparaître. Reste la gauche bobo et la gauche caviar. Et alors racisme et xénophobie, qui chez les travailleurs votant à gauche ne s'exprimaient que dans le privé, rentrent dans la sphère politique et amènent à voter désormais Jean-Marie Le Pen. Une France réactionnaire reléguée au second rang au XX<sup>e</sup> siècle, sauf durant Vichy, arrive au premier rang, racornie, chauvine, souverainiste.

Elle souhaite le rejet des sans-papiers, la répression cruelle des jeunes des banlieues, elle exorcise l'angoisse des temps présents dans la haine de l'islam, du Maghrébin, de l'Africain, et, en catimini, du juif, en dépit de sa joie de voir Israël traiter le Palestinien comme le chrétien traitait le juif.

La victoire de Nicolas Sarkozy fut due secondairement à son astuce politique, principalement à la carence des gauches. Sous des formes différentes, même situation en Italie, en Allemagne, en Hollande, pays de la libre-pensée devenant xénophobe et réactionnaire. La situation exige à la fois une résistance et une régénération de la pensée politique.

Il ne s'agit pas de concevoir un "modèle de société" (qui ne pourrait qu'être statique dans un monde dynamique), voire de chercher quelque oxygène dans l'idée d'utopie. Il nous faut élaborer une Voie, qui ne pourra se former que de la confluence de multiples voies réformatrices, et qui amènerait, s'il n'est pas trop tard, la décomposition de la course folle et suicidaire qui nous conduit aux abîmes.

La voie qui aujourd'hui semble indépassable peut être dépassée. La voie nouvelle conduirait à une métamorphose de l'humanité : l'accession à une société-monde de type absolument nouveau. Elle permettrait d'associer la progressivité du réformisme et la radicalité de la révolution. Rien n'a apparemment commencé. Mais dans tous lieux, pays et continents, y compris en France, il y a multiplicité d'initiatives de tous ordres, économiques, écologiques, sociales, politiques, pédagogiques, urbaines, rurales, qui trouvent des solutions à des problèmes vitaux et sont porteuses d'avenir. Elles sont éparses, séparées, compartimentées, s'ignorant les unes les autres... Elles sont ignorées des partis, des administrations, des médias. Elles méritent d'être connues et que leur conjonction permette d'entrevoir les voies réformatrices.

Comme tout est à transformer, et que toutes les réformes sont solidaires et dépendantes les unes des autres, je ne peux ici les recenser, cela sera le travail d'un livre ultérieur, peut-être ultime. Indiquons seulement ici et très schématiquement les voies d'une réforme de la démocratie.

La démocratie parlementaire, si nécessaire soit-elle, est insuffisante. Il faudrait concevoir et proposer les modes d'une démocratie participative, notamment aux échelles locales. Il serait utile en même temps de favoriser un réveil citoyen, qui lui-même est inséparable d'une régénération de la pensée politique, ainsi que de la formation des militants aux grands problèmes. Il serait également utile de multiplier les universités populaires qui offriraient aux citoyens initiation aux sciences politiques, sociologiques, économiques.

Il faudrait également adopter et adapter une sorte de conception néoconfucéenne, dans les carrières d'administration publique et les professions comportant une mission civique (enseignants, médecins), c'est-à-dire promouvoir un mode de recrutement tenant compte des valeurs morales du candidat, de ses aptitudes à la "bienveillance" (attention à autrui), à la compassion, de son dévouement au bien public, de son souci de justice et d'équité.

Préparons un nouveau commencement en reliant les trois souches (libertaire, socialiste, communiste), en y ajoutant la souche écologique en une tétralogie. Cela implique évidemment la décomposition des structures partidaires existantes, une grande recomposition selon une formule ample et ouverte, l'apport d'une pensée politique régénérée.

Certes, il nous faut d'abord résister à la barbarie qui monte. Mais le "non" d'une résistance doit se nourrir d'un "oui" à nos aspirations. La résistance à tout ce qui dégrade l'homme par l'homme, aux asservissements, aux mépris, aux humiliations, se nourrit de l'aspiration, non pas au meilleur des mondes, mais à un monde meilleur. Cette aspiration, qui n'a cessé de naître et renaître au cours de l'histoire humaine, renaîtra encore.

---

Né en 1921, directeur de recherche émérite au CNRS, Edgar Morin promeut une politique de civilisation adossée à une réforme de la pensée. Un hors-série du "Monde", "Une vie, une oeuvre", est consacré à cet intellectuel hors norme, qui a aussi bien analysé le phénomène yé-yé que le nouvel âge écologique, les stars que la crise de la modernité.

*"Edgar Morin. Le philosophe indiscipliné" hors-série "Le Monde" 6,50 euros*

**Edgar Morin**

---

## SOCIETE

### **Les femmes de plus en plus nombreuses à mourir d'un cancer du poumon**

LEMONDE.FR avec AFP | 25.05.10 |

La mortalité par cancer du poumon a été divisée par deux en dix ans chez les hommes de 40 ans, alors qu'elle était multipliée par quatre en quinze ans chez les femmes du même âge. Cette tendance s'explique par un phénomène clairement observable : les hommes ont réduit leur consommation de tabac durant cette période, tandis que les femmes l'ont accrue.

Chez les hommes, la consommation a commencé à décroître en 1980 grâce aux politiques de prévention, selon le dernier bulletin épidémiologique (*BEH*) de l'Institut de veille sanitaire, consacré au tabac à la veille de la Journée mondiale sans tabac du 31 mai. Conséquemment, la mortalité par cancer du poumon a atteint un maximum en 1993 chez les hommes et a nettement baissé depuis, diminuant de moitié en dix ans entre 35 et 44 ans.

Pour les femmes, la mortalité augmente depuis 1980 et *"s'est accélérée dans les années récentes"*, selon une étude pilotée par Catherine Hill, de l'Institut Gustave Roussy. Elle a ainsi été multipliée par quatre entre 1984 et 1999. La mortalité par cancer du poumon chez les femmes de 35 à 54 ans en 2000-2007 *"est proche de la mortalité chez les hommes de même âge observée durant les années 1950"*, note l'étude.

Selon cette étude, *"on peut prévoir que l'épidémie va continuer chez les femmes au fur et à mesure que vieilliront les générations qui ont beaucoup fumé"*. Et on peut s'attendre à un ralentissement de la diminution de la mortalité chez les hommes, les ventes de cigarettes étant restées constantes de 2004 à 2009.

En effet, si l'augmentation des prix de 37 % intervenue en octobre 2003 et janvier 2004 a entraîné une baisse de 27 % des ventes de tabac, à moitié compensée par les achats frontaliers, les augmentations intervenues depuis 2007, faibles et très inégales selon les marques, n'ont pas eu d'effet sur les ventes.